

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 9–12 novembre 2009



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.2/2009/15

11 février 2010

ORIGINAL: ANGLAIS

RÉSUMÉ DES TRAVAUX DE LA DEUXIÈME SESSION ORDINAIRE DE 2009 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conformément aux méthodes de travail du Conseil d'administration, le présent document reflète les points principaux des délibérations que le Secrétariat devra prendre en considération pour la mise en œuvre des décisions et recommandations figurant dans le document WFP/EB.2/2009/14.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

TABLE DES MATIERES

| | Page |
|--|--------------------------------------|
| QUESTIONS STRATÉGIQUES ACTUELLES ET FUTURES | |
| 2009/EB.2/1 | 1 |
| QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE | |
| 2009/EB.2/2 | 3 |
| 2009/EB.2/3 | 5 |
| 2009/EB.2/4 | 6 |
| RESSOURCES, QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES | |
| 2009/EB.2/5 | 7 |
| 2009/EB.2/6 | 9 |
| RAPPORTS D'ÉVALUATION | |
| 2009/EB.2/7 | 9 |
| PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION ASIE | |
| | Exposé général du Directeur régional |
| 2009/EB.2/8 | 12 |
| 2009/EB.2/9 | 12 |
| 2009/EB.2/10 | 13 |
| PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES | |
| | Exposé général du Directeur régional |
| 2009/EB.2/11 | 15 |
| 2009/EB.2/12 | 15 |

| | | |
|--|--|----|
| PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AFRIQUE DE L'OUEST | | |
| | Exposé général du Directeur régional | |
| 2009/EB.2/13 | Rapport succinct de l'évaluation de l'IPSR Côte d'Ivoire 106720 | 17 |
| PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AFRIQUE AUSTRALE, ORIENTALE ET CENTRALE | | |
| | Exposé général du Directeur régional | |
| 2009/EB.2/14 | Rapport succinct de l'évaluation de l'IPSR République démocratique du Congo 106080 | 19 |
| 2009/EB.2/15 | Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM au Malawi | 20 |
| 2009/EB.2/16 | Rapport succinct de l'évaluation de l'IPSR République du Congo 103121 | 21 |
| 2009/EB.2/17 | Programmes de pays—Ouganda 108070 (2009–2014) | 21 |
| PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA REGION MOYEN-ORIENT, ASIE CENTRALE ET EUROPE ORIENTALE | | |
| | Exposé général du Directeur régional | |
| 2009/EB.2/23 | Exposé oral sur la visite du Président du Conseil au Tadjikistan et au Kirghizistan | 23 |
| PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS AU SOUDAN | | |
| | Exposé général du Directeur régional | 24 |
| RAPPORTS DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE SUR DES QUESTIONS OPÉRATIONNELLES | | |
| 2009/EB.2/18 | Augmentations budgétaires pour des activités de développement et des IPSR approuvées par la Directrice exécutive entre le 1 ^{er} janvier et le 30 juin 2009 | 25 |
| QUESTIONS D'ORGANISATION ET DE PROCÉDURE | | |
| 2009/EB.2/19 | Programme de travail du Conseil d'administration pour l'exercice biennal 2010–2011 | 25 |
| 2009/EB.2/20 | Grands axes de la collaboration entre les institutions ayant leur siège à Rome | 26 |
| 2009/EB.2/21 | Prolongation du Plan stratégique du PAM – Amendement à l'article VI.1 du Règlement général | 27 |
| QUESTIONS DIVERSES | | |
| | Allocution de Mme Helen Clark, Administration du Programme des Nations Unies pour le développement | 27 |
| | Honoraires révisés du commissaire aux comptes pour l'exercice biennal 2008-2009 | 28 |

QUESTIONS STRATEGIQUES ACTUELLES ET FUTURES

Exposé liminaire de la Directrice exécutive (2009/EB.2/1)

1. La Directrice exécutive a ouvert la session en rendant hommage aux membres du personnel du PAM qui avaient été tués ou blessés au Pakistan et en exprimant sa gratitude pour les marques de sympathie qui lui avaient été prodiguées. Elle a indiqué que le PAM était résolu à poursuivre ses activités humanitaires sans faiblir et que cette tragédie démontrait la détermination et le dévouement de ses équipes. Elle a également expliqué que les précautions de sécurité prises par le PAM à Islamabad – choix judicieux des bâtiments, mesures de contrôle destinées à éviter les attentats à la voiture piégée, renforcement des enceintes et pose de pellicules anti-éclats sur les fenêtres – avaient permis de réduire le nombre de victimes. Elle a souligné l'importance de la sensibilisation aux questions de sécurité, des premiers secours et de la formation des chauffeurs, qui restaient des considérations primordiales.
2. Le PAM se réformait et se réorganisait pour tirer parti des nouvelles possibilités et relever les nouveaux défis, dont les plus urgents étaient notamment la faim qui frappait un milliard de personnes dans le monde et les multiples crises déclenchées par des conditions climatiques extrêmes, le marasme économique, les conflits et autres événements. Mais la question de la sécurité alimentaire figurait désormais en bonne place dans les préoccupations mondiales, comme on l'avait vu au sommet du G8 à L'Aquila et dans les réunions de l'Union africaine et d'autres instances, et c'était là une chance à saisir. Afin de tirer parti au maximum de ce facteur favorable, les trois institutions ayant leur siège à Rome s'engageaient de nouveau à mutualiser leurs compétences respectives de manière à être plus efficaces dans leur lutte contre la faim. La réunion historique des trois institutions ayant leur siège à Rome, le 4 novembre, avait marqué le début d'une nouvelle ère de coopération, fondée sur une longue tradition de collaboration dans plus de 70 pays, avec notamment la signature d'un mémorandum d'accord avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA) pour des activités dans les pays de l'initiative "Achats au service du progrès" (P4P), en vue de favoriser la sécurité alimentaire à long terme. Se tournant vers l'avenir, les institutions avaient décidé d'avancer sur trois fronts: tenue régulière de réunions de haut niveau; communication aux équipes de pays de lignes directrices assorties de textes types pour la sécurité alimentaire destinés aux Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) et aux stratégies nationales de réduction de la pauvreté, et poursuite de la collaboration à des programmes conjoints et de la réduction des coûts grâce à des activités communes dans les domaines de l'administration et des achats.
3. La Directrice exécutive a remercié les donateurs de leur générosité en cette année 2009 qui avait été difficile en raison de la crise économique. Afin de porter à son maximum l'impact de ses financements, le PAM avait adopté un certain nombre de mesures pour améliorer la gestion financière, la transparence, la discipline et l'obligation redditionnelle. La Directrice exécutive a mentionné des initiatives déjà engagées, notamment l'adoption des Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS), l'opinion sans réserve sur l'audit formulée par le Commissaire aux comptes au sujet des premiers comptes vérifiés entièrement conformes aux normes IPSAS, le lancement du Système mondial et réseau d'information du PAM (WINGS II) et la création du Comité chargé de l'allocation stratégique des ressources.



4. Lors de l'examen du cadre financier, la Directrice exécutive avait invité les bureaux de pays à renforcer la discipline, l'obligation redditionnelle et la transparence dans les opérations prolongées de secours et de redressement (IPSR), en liant directement ces interventions aux situations critiques qui les avaient déclenchées. Les guichets de financement et les catégories de programmes étaient passés en revue et le Comité d'examen des programmes avait été de nouveau centralisé. Il était question de créer un groupe de travail qui s'emploierait, selon une procédure accélérée et en collaboration avec le Conseil, à établir la distinction entre urgences, secours, redressement rapide, redressement et développement, et à harmoniser les définitions énoncées par les différentes institutions. À elles toutes, ces initiatives amélioreraient et renforceraient le PAM, le rendant plus efficient et plus efficace.
5. Le Conseil a condamné d'une seule voix les atrocités dont avaient été victimes les membres du personnel tués ou blessés dans l'accomplissement de leur mission et a présenté ses condoléances aux familles. Ses membres demandaient instamment à tous les gouvernements de veiller en priorité à la sécurité du personnel humanitaire et de garantir un accès libre et sûr pour les interventions de l'ONU. Les plans du PAM visant à améliorer la sécurité sur le terrain étaient largement approuvés.
6. Les membres du Conseil ont résolument appuyé la collaboration du Secrétariat avec ses partenaires ayant leur siège à Rome, ainsi que la poursuite de la coopération avec les organisations non gouvernementales (ONG), les gouvernements et les acteurs privés. Le Conseil se félicitait des nouvelles approches propres à améliorer l'efficacité et l'impact opérationnels; plusieurs délégations ont prié le PAM d'évaluer ses options et de les classer par ordre de priorité, afin notamment d'éviter les gaspillages d'efforts. Les membres du Conseil étaient encouragés par la récente relance et par les initiatives du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Ils ont proposé que le document intitulé "Grands axes de la collaboration entre les institutions ayant leur siège à Rome" soit rédigé dans des termes plus forts afin de tenir compte des travaux récents et de la réorganisation de ce comité.
7. Les membres du Conseil attendaient avec intérêt les résultats de l'examen par le PAM de son cadre financier. Nombre d'entre eux se sont dit résolument favorables à la révision des catégories de programmes du PAM, de manière à aligner les interventions sur les procédures de l'ONU et les priorités nationales. Certaines délégations ont souligné que le PAM devait disposer d'un financement multilatéral et pluriannuel non lié plus substantiel pour pouvoir tirer parti des bonnes dispositions des marchés dans ses opérations d'achat et trouver des solutions à long terme au problème de la faim. Avec le renforcement de ses structures de gestion financière, PAM pourrait améliorer ses procédures comptables – l'adoption des normes IPSAS et du système WINGS II arrivait à point nommé à cet égard – ce qui nécessiterait tout de même l'élaboration de systèmes de mesure pour enregistrer et analyser les résultats. Plusieurs membres du Conseil ont applaudi le travail accompli par le PAM pour traiter la question du rapport coût-efficacité et de l'utilisation rationnelle des ressources: la création du Comité chargé de l'allocation stratégique des ressources, par exemple, était une mesure concrète allant dans le bon sens. Le Secrétariat a été invité à conclure son examen du cadre financier dès que possible. Le Conseil a reconnu que le volumineux programme de travail proposé était nécessaire compte tenu des prix toujours élevés des produits alimentaires et d'autres considérations. Les défis à relever en Afghanistan, à Gaza, au Pakistan et en Somalie ont été mentionnés au passage.
8. Compte tenu des perspectives économiques peu encourageantes, les membres du Conseil ont demandé instamment au PAM de classer ses programmes par ordre de priorité en ciblant les plus populations les plus vulnérables; la diminution des échanges et des envois



de fonds de l'étranger risquait d'aggraver la situation de nombreux pays déjà en difficulté. Plusieurs membres du Conseil ont pris note des progrès réalisés en matière de gestion des risques, avec notamment des innovations comme l'assurance climatique. Les membres du Conseil ont également appuyé la mise en place de systèmes d'alerte rapide améliorés, en particulier en collaboration avec d'autres institutions. Les partenariats multilatéraux étaient indispensables pour traiter les questions humanitaires qu'aucune organisation ne pouvait régler à elle seule. Les membres du Conseil ont été d'avis que les savoirs locaux devaient être exploités chaque fois que possible. Une partie des activités du PAM devait être faite d'interventions proactives propres à atténuer l'insécurité alimentaire à long terme: plusieurs membres du Conseil ont estimé que le PAM devait faire de la durabilité l'une de ses priorités. D'autre part, le PAM devait conserver en permanence ses moyens d'action rapide pour pouvoir faire face aux urgences.

9. Les membres du Conseil ont particulièrement apprécié les approches novatrices, par exemple l'initiative "Achats au service du progrès" (P4P) ou les programmes d'allocations en espèces et de bons d'alimentation; ils ont applaudi la mise en place de programmes de filets de protection tels que l'alimentation scolaire, dont plusieurs membres ont préconisé l'expansion. Le Conseil a toutefois encouragé le Secrétariat à faire en sorte que l'élimination des causes profondes de la faim soit traitée comme un élément essentiel de toute solution à long terme: l'accès à la nourriture, le renforcement des capacités, l'appui aux petits exploitants, l'autonomisation des femmes et la mise à profit des savoirs locaux devaient être des considérations prioritaires. Plusieurs membres du Conseil ont souligné la nécessité de trouver un juste équilibre entre les interventions d'urgence du PAM et ses programmes de redressement et développement; certains ont invité également le PAM à renforcer son rôle dans le système d'action groupée, en particulier dans le module sécurité alimentaire proposé. Le Conseil lui a recommandé d'éviter la routine et de miser au contraire sur les approches nouvelles.
10. En réponse à ces observations la Directrice exécutive a confirmé que le PAM cherchait à accroître sa visibilité et à devenir un pôle de coopération avec les institutions ayant leur siège à Rome pour les questions de sécurité alimentaire. Les consultations sur le module sécurité alimentaire étaient en cours, de même que la mise au point des évaluations des besoins communs. La direction s'employait en priorité à étudier le cadre financier et les catégories de programmes: la transparence était un thème dominant de l'élaboration des systèmes de facilitation des interactions entre le PAM et les donateurs.
11. La Directrice exécutive a chaleureusement remercié les donateurs qui, malgré les difficultés de l'heure, avaient mis à disposition des fonds pluriannuels non affectés qui donneraient au PAM la possibilité d'acheter des produits alimentaires dans des conditions commerciales favorables. Elle a conclu en remerciant le Conseil de son soutien constant en ces temps difficiles.

QUESTIONS DE POLITIQUE GENERALE

Politique du PAM en matière d'alimentation scolaire (2009/EB.2/2) (*pour examen*)

12. En présentant le document, le Secrétariat a souligné que la politique générale proposée était un investissement pour l'avenir, car des écoliers bien nourris deviendraient des adultes productifs dont les familles ne connaîtraient pas l'insécurité alimentaire. Le PAM accordait la plus grande importance à l'alimentation scolaire, formidable outil de



protection sociale qui servait parfaitement les objectifs du Millénaire (OMD) 1, 2 et 3, ainsi qu'à la viabilité des programmes après leur transfert aux gouvernements; la politique tenait compte de la transition du PAM vers l'assistance alimentaire. Le Secrétariat a pris acte de l'appui apporté par les partenaires, en particulier la Banque mondiale, signe de l'utilité des 45 années d'expérience du PAM dans ce domaine. On savait désormais que l'alimentation scolaire pouvait améliorer les résultats scolaires, réduire le recours à des mécanismes de survie néfastes et favoriser le développement à long terme des communautés. Le document décrivait les cinq étapes de la transition vers la prise en main des programmes par les autorités des pays concernés, et définissait une série de critères de qualité propres à assurer la pérennité des programmes d'alimentation scolaire. Le Secrétariat a indiqué que l'alimentation scolaire pouvait être efficace après un conflit et dans des situations de crise, de redressement et de faim chronique: le point d'attaque était l'insécurité alimentaire, mais l'alimentation scolaire pouvait être adossée à d'autres types d'interventions à l'appui des politiques nationales, dans lesquelles elle viendrait s'insérer.

13. Le représentant de la Banque mondiale a présenté dans leurs grandes lignes les travaux d'analyse de la nutrition des enfants menés par la Banque dans le cadre de son enquête sur les besoins en matière de développement, travaux qui avaient inspiré la nouvelle politique du PAM. Il a souligné que l'alimentation scolaire pouvait être mise en place rapidement et que ses effets étaient visibles à brève échéance, mais qu'il fallait continuer à réfléchir à des questions comme le rapport coût-efficacité et la viabilité à long terme.
14. Le Conseil a accueilli favorablement le document, dont il appréciait certains aspects, à savoir la clarté des objectifs, le caractère mesurable des critères de performance, l'alignement sur les politiques nationales, la participation des communautés et la prise en main par les gouvernements. Il a estimé qu'il fallait insister sur le "comment" lors de l'élaboration des futurs modèles d'alimentation scolaire, qui devaient toujours inclure des stratégies de transfert systématiques et être associés à d'autres approches éducatives et sanitaires, par exemple le déparasitage. Plusieurs membres ont relevé la nécessité de créer des mécanismes garantissant la viabilité des programmes transférés et de prévoir différents modèles d'alimentation scolaire adaptés aux divers contextes dans lesquels le PAM intervenait. Les membres du Conseil ont fait remarquer qu'il était indispensable de nouer des partenariats et d'entretenir le dialogue avec les gouvernements, les institutions des Nations Unies et les autorités locales et nationales, de manière que les organisations puissent faire jouer au mieux leurs avantages comparatifs respectifs pour intégrer l'alimentation scolaire aux initiatives de réduction de la pauvreté et de développement. Il fallait également trouver des mécanismes de financement pluriannuel stables et établir des directives d'exécution plus détaillées à l'usage du personnel en poste dans les pays et les régions.
15. Certains membres ont estimé qu'il fallait définir la marche à suivre pour la mise en oeuvre et l'intégration à mesure que le PAM s'orientait vers des opérations d'assistance alimentaire; les méthodes devaient être assez souples pour rester efficaces dans des contextes opérationnels variés. Le PAM devait veiller à ce que les politiques nationales d'alimentation scolaire mettent l'accent sur la participation populaire décentralisée et sur l'intégration des petits exploitants, afin de favoriser les achats de produits alimentaires locaux. Des membres du Conseil ont demandé que les critères applicables à la transition vers la prise en main nationale soient mieux définis et que les moyens de cibler les enfants d'âge préscolaire et de moins de deux ans soient indiqués. Le Conseil a reconnu l'utilité de la longue expérience du PAM en matière d'alimentation scolaire et s'est félicité de sa collaboration avec la Banque mondiale.



16. Plusieurs membres du Conseil ont proposé que les nouvelles approches soient évaluées en 2011-2012 et ont demandé que le Conseil soit informé de l'évolution des événements. Le Conseil a conseillé au PAM de veiller à ce que ses plans soient réalistes, en faisant observer qu'à son avis le document d'orientation était à certains égards plus optimiste qu'objectif. Il faudrait mettre au point un système d'affectation des ressources fondé sur des travaux de recherche et un ciblage minutieux, en particulier pour faire en sorte que les écoliers les plus vulnérables en bénéficient en premier lieu. Le Secrétariat a été invité à étudier les risques potentiels et les échecs de l'alimentation scolaire de manière à en tirer les leçons. Le PAM devait appuyer le renforcement des capacités des partenaires et des responsables nationaux au service de l'alimentation scolaire, et il faudrait mettre en place des mécanismes d'intégration permettant d'aligner l'alimentation scolaire sur des programmes tels que l'initiative P4P. Le Conseil attendait avec intérêt des renseignements complémentaires sur la mise en oeuvre de ce schéma d'action.
17. La Directrice exécutive a remercié les membres du Conseil de leurs observations. Le PAM travaillerait avec les pays qui avaient une longue expérience de l'alimentation scolaire afin de tirer parti de leurs meilleures pratiques lorsqu'il définirait ses méthodes, s'agissant par exemple de cibler les enfants d'âge préscolaire en collaboration avec le partenariat REACH et d'associer l'alimentation scolaire à d'autres interventions.
18. Le Secrétariat a remercié le Conseil de son appui et de ses avertissements. Des directives d'exécution étaient déjà en cours d'élaboration et le PAM examinerait les mécanismes permettant d'intégrer l'alimentation scolaire dans des programmes tels que l'initiative P4P, afin d'accroître au maximum les avantages pour les communautés. La collaboration fructueuse avec la Banque mondiale serait poursuivie, avec notamment des travaux de recherche pour l'utilisation efficace des ressources et le meilleur rapport coût-utilité par rapport à d'autres types de filets de protection, et l'organisation d'ateliers avec les parties prenantes afin de renforcer la capacité des gouvernements à coordonner les interventions des partenaires. Le représentant de la Banque mondiale s'est joint au Secrétariat pour souligner la nécessité d'une approche à la fois pragmatique, rigoureuse et globale assortie de critères de performance et de résultats mesurables qui ferait de l'alimentation scolaire un élément pérenne des programmes de développement.

Politique du PAM en matière de renforcement des capacités: Bilan et perspectives (2009/EB.2/3) (pour examen)

19. Le Secrétariat a présenté le document en indiquant qu'il faisait le bilan de la mise en oeuvre de la politique en vigueur, et avait été établi après de vastes consultations au sein du PAM et avec les délégations du Conseil. Il mettait en évidence les principales caractéristiques de la politique de 2004, les raisons pour lesquelles elle restait pertinente et la manière dont le PAM mettait en application ses principes fondamentaux et tenait compte des faits nouveaux survenus depuis son adoption, tout particulièrement l'évaluation de 2008, qui avait incité les membres du Conseil à réclamer l'examen du document.
20. Les membres du Conseil ont accueilli favorablement le contenu du document, en relevant toutefois l'absence de plan d'action et de cadre de résultats et le fait qu'il faudrait obtenir des financements pour les activités de renforcement des capacités. Le PAM devait notamment résoudre la question de sa propre aptitude à renforcer les capacités d'autres acteurs: il possédait certes un certain nombre de compétences techniques en matière de programmation, mais devait cerner ses avantages comparatifs. Le Conseil a insisté sur la nécessité de définir plus clairement les objectifs et d'établir des partenariats en vue de renforcer les capacités, notamment pour s'attaquer au problème de l'insécurité alimentaire



et trouver des moyens d'étoffer les moyens dans les situations de crise: le module sécurité alimentaire serait important à cet égard. Plusieurs membres du Conseil ont noté que la méthode appliquée devait être déterminée par la demande, pragmatique et conforme aux projets nationaux, tout en rappelant que la situation sur le terrain pouvait être complexe; les mécanismes de transfert devaient être examinés attentivement et les résultats devaient s'inscrire dans le cadre du mandat du PAM. Certains membres ont déploré que les observations du Conseil n'aient pas toutes été prises en compte dans le document, s'agissant notamment de la nécessité de mettre en place de nouveaux outils de renforcement des capacités en collaboration avec des partenaires onusiens. Les membres du Conseil se sont également enquis des intentions du Secrétariat au sujet des évaluations futures du renforcement des capacités et de l'établissement des rapports.

21. Le Secrétariat a accueilli avec intérêt les observations du Conseil et a noté que le renforcement des capacités était une question transversale qui figurait dans la plupart des programmes du PAM sous forme de mesures de soutien des capacités. Le PAM travaillait avec l'initiative REACH et avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en vue de coordonner le renforcement des capacités avec les interventions dans le domaine de la nutrition. La stabilité des financements était une nécessité incontestable; l'examen du cadre financier contribuerait à résoudre ce problème. Le PAM était prêt à travailler au plus haut niveau avec les gouvernements pour faire en sorte que le renforcement des capacités figure parmi les priorités nationales. Par ailleurs, il fallait assurément s'instruire auprès d'autres institutions, d'autant que le Secrétariat était conscient de la diversité des contextes nationaux. Le Secrétariat a précisé qu'un cadre de résultats détaillé figurait dans le document à la section intitulée "Cadre général". Il a confirmé qu'il s'employait à établir un plan de mise en oeuvre; le Conseil serait informé des progrès accomplis à cet égard.

Politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes: Plan d'action institutionnel (2010–2011) (2009/EB.2/4) (pour information)

22. Dans sa présentation du plan d'action institutionnel en matière de problématique hommes-femmes, la Directrice exécutive a confirmé que le PAM était résolu à intégrer une perspective sexospécifique dans l'ensemble de ses travaux. Avec ses partenaires, il s'efforçait entre autres de résoudre un certain nombre de problèmes, notamment de sécurité, auxquels les femmes étaient confrontées dans les camps.
23. Le Secrétariat a expliqué de son côté que le plan d'action tenait compte des observations communiquées par le Conseil. La collaboration d'autres organismes des Nations Unies et d'autres institutions, notamment des universités et des centres de recherche, avait été sollicitée pour la mise en oeuvre de la politique et du plan d'action. Six domaines prioritaires étaient définis dans le plan: i) renforcement des capacités; ii) renforcement de l'obligation redditionnelle; iii) promotion des partenariats; iv) activités de sensibilisation; v) interventions ciblées en faveur des femmes et des filles; vi) nouvelles priorités en matière de programmation. Il s'agissait d'un document évolutif qui prendrait forme à mesure que le PAM continuerait d'organiser des réunions avec ses partenaires, des consultations et des activités de formation du personnel et des partenaires. Le budget du plan d'action s'élevait à 7 millions de dollars, montant qui ne comprenait pas les activités d'intégration déjà en cours dans les pays.
24. Le Conseil a félicité le PAM pour cet excellent document et pour ses travaux sur la problématique hommes-femmes, notamment sa prise de conscience de l'importance de la sensibilisation du personnel et des partenaires dans ce domaine. Il a insisté sur la nécessité d'étayer les activités destinées à renforcer l'autonomie des femmes avec des initiatives de



sensibilisation et de formation et d'autres mesures garantissant que cette autonomie serait durable et s'étendrait à d'autres groupes vulnérables. Il était essentiel de promouvoir les initiatives menées conjointement par des femmes et des hommes et d'intégrer les femmes dans les programmes Vivres-contre-travail (VCT). Il fallait par ailleurs inclure des indicateurs qualitatifs pour mesurer l'impact. Le Conseil a demandé un complément d'information sur la politique interne du PAM, notamment sur la manière dont le Secrétariat attirerait et conserverait le personnel dans des lieux d'affectation difficiles et aux postes de responsabilité, ainsi que sur les mécanismes d'obligation redditionnelle qui seraient utilisés.

25. Le Secrétariat a répondu en rappelant que les considérations d'équilibre hommes-femmes dans le recrutement du personnel du PAM étaient traitées dans la politique relative aux ressources humaines, qui visait à instaurer la parité à tous les niveaux. Le PAM continuerait d'avoir recours à ses responsables de la problématique hommes-femmes, mais en leur confiant un rôle nouveau de défenseurs de la parité afin de ne pas courir le risque que la responsabilité des questions liées aux inégalités hommes-femmes incombe à un agent et non pas à l'ensemble du personnel. Un système serait mis en place pour distinguer les bureaux de pays qui ont fait preuve de détermination et d'innovation face aux problèmes de sexisme; un fonds pour les innovations en faveur de l'égalité des sexes serait créé afin de favoriser les initiatives novatrices au niveau national. Les mémorandums d'accord et les accords de partenariat sur le terrain prévoiraient des obligations de mise en oeuvre de la politique en matière de problématique hommes-femmes et du plan d'action. Le PAM bénéficierait du soutien du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour s'informer et rendre compte de l'utilisation des ressources affectées aux mesures en faveur de l'égalité des sexes. Une formation à la problématique hommes-femmes, notamment aux audits d'égalité des sexes, était prévue pour le personnel en 2010 et 2011.

RESSOURCES, QUESTIONS FINANCIERES ET BUDGETAIRES

Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010–2011

(2009/EB.2/5) (*pour approbation*)

26. En présentant le document, le Secrétariat a rappelé le calendrier des consultations et réaffirmé que le plan de gestion était dicté par les besoins, qu'il était conforme aux règles des Nations Unies sur l'harmonisation et qu'il reflétait aussi l'évolution constante des problèmes opérationnels. Le budget administratif et d'appui aux programmes (AAP) était fondé sur des prévisions de financement réalistes et le document dans son ensemble donnait un aperçu des obligations financières du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011. Répondant aux observations qui lui avaient déjà été communiquées au sujet de la présentation du document, le Secrétariat a indiqué que certains éléments étaient obligatoires en vertu des impératifs d'harmonisation et qu'une version de lecture plus aisée serait produite à l'avenir.
27. Le Conseil a salué les efforts déployés pour établir le plan de gestion et remercié le Secrétariat d'avoir répondu rapidement aux questions de ses membres. Les membres du Conseil ont proposé des améliorations aux documents futurs, en mentionnant notamment des critères de mesure plus clairs, un élément qualitatif plus étoffé et une présentation facilitant la lecture, compte tenu en particulier du fait que les membres souhaiteraient examiner les questions traitées sous un angle plus stratégique. Certains ont demandé des



estimations de coûts à plus long terme ainsi qu'un examen plus fouillé de la portée et de la nature de la présence du PAM dans les pays et les régions. Les membres du Conseil ont souligné que cette présence devait être fondée sur les besoins déclarés par les gouvernements hôtes, et que même des petits bureaux de pays menant un nombre limité d'opérations pouvaient offrir une plateforme d'intervention d'un meilleur rapport coût-efficacité que la solution consistant à passer des contrats avec des prestataires de services en cas d'urgence imprévue. Il fallait toutefois garder à l'esprit les considérations d'économie et d'efficacité: la présence du PAM dans le pays n'était pas nécessairement synonyme de bureau de pays. De nombreux membres du Conseil se sont félicités de la place faite au renforcement des capacités et de l'initiative nationale du développement comme moyen d'éviter les situations de faim chronique.

28. Certains membres du Conseil ont demandé des éclaircissements sur le lien entre le rapport coût-efficacité et le montant des rentrées prévues, sur la structure de l'élément AAP du budget et sur les dotations en personnel de certains services du PAM par rapport au travail attendu d'eux. Plusieurs ont souhaité que l'examen du cadre financier soit achevé en 2010 mais ont estimé que, compte tenu de l'importance de cet exercice, le Secrétariat devait y consacrer le temps nécessaire afin qu'il réponde pleinement aux besoins du PAM. Des membres du Conseil se sont déclarés préoccupés par le solde de clôture quasiment nul du Fonds général. Le Secrétariat a été invité à améliorer l'efficacité de la gestion financière du PAM chaque fois que possible et à s'assurer que des ressources suffisantes étaient disponibles pour les activités de contrôle.
29. Les membres du Conseil ont pris note de la mention des besoins non prévus dans une annexe et de la section sur les ressources extrabudgétaires: ces saines pratiques institutionnelles contribuaient à faire du plan de gestion un outil stratégique. Certains membres ont toutefois estimé que des postes tels que les dépenses de sécurité et le pilotage des modules d'action groupée pourraient être inclus dans le budget ordinaire. Les membres du Conseil ont pris acte de la diversification des activités et des nouveaux outils; ils ont demandé instamment au PAM de les examiner attentivement et de les classer par ordre de priorité compte tenu des contraintes financières. Ils ont réaffirmé que les opérations devaient être ciblées et efficaces, intervenir en temps voulu et être assorties de mécanismes et de critères clairs pour le transfert, toutes qualités qui pouvaient être rehaussées grâce à la coopération avec les autres institutions ayant leur siège à Rome.
30. Des questions ont été posées quant au rôle du Directeur exécutif adjoint chargé du Bureau pour les solutions au problème de la faim et au rôle du PAM au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Certains membres du Conseil ont été d'avis que le moment était venu de procéder à l'examen du modèle de gestion du PAM en vue de s'assurer qu'il reflétait les besoins réels; d'autres se sont interrogés sur la manière dont la réorientation du PAM vers l'assistance alimentaire était prise en compte dans le budget. Le Conseil a été unanime pour demander au Secrétariat de fournir de plus amples renseignements sur tous les faits nouveaux d'ordre opérationnel, notamment concernant la sécurité.
31. La Directrice exécutive a répondu en remerciant le Conseil de ses observations constructives et lui a demandé son avis sur la présentation future du plan de gestion; le Secrétariat tiendrait compte des observations formulées par le Conseil, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) et le Comité financier de la FAO. Il fallait assurément s'employer à s'aligner sur les autres institutions des Nations Unies pour ce qui était de la budgétisation et de l'établissement des rapports. Le Secrétariat s'efforçait de centrer les programmes sur les besoins essentiels les plus



pressants; le Bureau pour les solutions au problème de la faim était favorable à l'adoption de nouvelles procédures et méthodes et il aiderait à définir des stratégies de transfert claires dans le cadre des programmes de longue haleine. La nécessité d'évaluer le bien-fondé de la présence du PAM au niveau des pays serait examinée en vue de définir le mode de fonctionnement le plus efficace et efficace. Les dépenses de sécurité étaient gérées de manière plus efficace hors du budget AAP; le Conseil serait tenu informé du projet d'amélioration de la sécurité. L'examen du cadre financier, conduit lors d'une série de consultations devant aboutir à un consensus, avait commencé par l'examen des catégories de programmes. Le PAM continuait de chercher des moyens de mettre fin à la dépendance chronique vis à vis de l'aide et d'aider les pays à assurer leur sécurité alimentaire à long terme; le renforcement des capacités à cet égard était bien entendu une nécessité. Le Secrétariat passerait en revue les projets de développement de longue haleine liés à des situations d'insécurité alimentaire chronique et chercherait des solutions durables débouchant sur l'autosuffisance alimentaire et des stratégies de transfert.

Nomination des membres du Comité d'audit (2009/EB.2/6) (pour approbation)

32. En soumettant la nomination d'un nouveau membre du Comité d'audit, le Secrétariat a rappelé que les nominations nouvelles étaient faites par roulement, chaque mandat étant de trois ans. L'approbation du Conseil était sollicitée pour le remplacement de Mme Dianne Spearman, dont le mandat était venu à expiration le 8 octobre 2009. Le PAM avait eu recours à une agence de recrutement internationale pour trouver des candidats qui possédaient une expérience récente pertinente dans le domaine de la gestion financière et de l'audit et qui n'avaient eu aucun lien avec le Secrétariat et le Conseil pendant deux années au moins. L'impératif de représentation géographique équitable avait également été pris en considération. Madame Kholeka Mzondeki (Afrique du Sud) avait été choisie sur la liste des 16 candidats retenus. Son curriculum vitae avait été transmis aux membres du Conseil et sa sélection avait déjà bénéficié du soutien du Comité financier de la FAO et du CCQAB.
33. Le Conseil a approuvé cette nomination, faisant observer qu'elle respectait les principes de représentation géographique équitable et de parité hommes-femmes, et que Mme Mzondeki possédait une vaste expérience correspondant aux besoins. Les membres du Conseil lui ont souhaité la bienvenue et ont remercié Mme Spearman du travail qu'elle avait accompli au sein du Comité d'audit. Il a été proposé qu'à l'avenir, les membres du Conseil soient consultés au sujet des candidats potentiels.

RAPPORTS D'EVALUATION ¹

Rapport succinct de l'évaluation stratégique concernant la planification des mesures d'urgence du PAM (2002–2008) (2009/EB.2/7) (pour examen)

34. Le Directeur du Bureau de l'évaluation (OE) a souligné que l'évaluation était issue de recherches et d'un travail de terrain approfondis. L'impact de la planification de mesures d'urgence avait été difficile à déterminer avec précision, mais l'évaluation montrait qu'elle

¹ Les rapports d'évaluation des opérations figurent dans les sections relatives aux portefeuilles d'activités des régions correspondantes.



avait contribué à instaurer une culture institutionnelle de planification préalable. L'amélioration de l'efficacité et de l'efficacités de la planification institutionnelle appelait une gestion prévisionnelle mieux intégrée à d'autres exercices de même nature tels que la continuité des opérations, la planification en cas de pandémie et la gestion des risques institutionnels. La planification devait également évoluer et prendre la forme non plus d'une juxtaposition de mesures administratives donnant lieu à un plan écrit mais plutôt d'un processus pratique s'inscrivant dans une série intégrée de mesures de planification préalable convenablement financées et coordonnées avec celles d'autres acteurs humanitaires. Le PAM exerçait un leadership reconnu en matière de lignes directrices interinstitutions dans ce domaine, mais l'évaluation avait montré qu'il devait revoir sa conception des mesures d'urgence.

35. Le Secrétariat s'est félicité d'une évaluation qu'il a qualifiée d'utile et opportune et s'est déclaré résolu à donner suite à ses recommandations dans les 18 mois, moyennant un coût de mise en oeuvre estimé à un million de dollars. Il a souscrit à la nécessité de privilégier plutôt les processus que la production de plans et d'intégrer divers outils, et a noté que l'actuelle structure de financement du PAM n'était pas optimale pour la planification préalable des apports de fonds. Il a également rappelé au Conseil que le cadre de planification préalable des mesures d'urgence du PAM remontait à 2000 et que, du fait des activités exécutées depuis lors, le PAM était mieux préparé aujourd'hui qu'autrefois. Enfin, le Secrétariat a noté qu'en approuvant le plan de gestion (2010-2011), le Conseil d'administration avait confirmé de nouveau son attachement à la planification préalable qui en faisait partie intégrante.
36. Le Conseil a accueilli avec satisfaction l'analyse sans détours contenue dans l'évaluation et a constaté qu'il devait également prendre l'initiative d'accorder la priorité à certaines activités de planification préalable. Les membres du Conseil ont encouragé le Secrétariat à trouver des mécanismes de financement stable et ont recommandé que l'on se penche sur cette question à l'occasion de l'examen du cadre financier qui était en cours. Le Conseil a souligné la nécessité de privilégier le processus évolutif, d'intégrer des outils – l'approche du bon rapport coût-efficacité – et de mettre en place le soutien et la formation organisationnels nécessaires pour maintenir la tradition de la planification préalable du PAM. L'appui concret de la haute direction serait essentiel pour repenser la planification des mesures d'urgence et partager les compétences techniques avec d'autres institutions. Certains membres ont fait remarquer qu'il y avait peut-être une contradiction entre le peu d'impact avéré de la planification des mesures d'urgence sur le degré de préparation et la recommandation d'y affecter des ressources financières et humaines supplémentaires. Le Conseil a encouragé le Secrétariat à lui rendre compte des progrès réalisés dans l'application des recommandations.
37. Le Secrétariat a répondu en remerciant le Conseil de ses observations, notant en particulier que la planification des mesures d'urgence donnait des résultats qui ne pouvaient pas toujours être clairement définis, car son lien avec la planification préalable en général n'était pas spécifique; sa contribution concrète aux résultats des programmes était néanmoins indéniable et justifiait le maintien de l'engagement et du financement. Le Secrétariat a appelé l'attention sur le fait que les résultats les plus satisfaisants de la planification des mesures d'urgence avaient été obtenus dans le cadre d'opérations intégralement financées. La Directrice exécutive a remercié les divers donateurs de leur appui à la planification des mesures d'urgence, en précisant que du personnel supplémentaire avait été affecté à la mise au point du dispositif. Le fonds pour imprévus sur le terrain servirait dans l'immédiat à financer la reconceptualisation de la planification des mesures d'urgence, et l'examen du cadre financier permettrait de recenser les modes de



financement possibles à plus long terme. Le Secrétariat s'est engagé à tenir le Conseil informé des progrès accomplis dans ce domaine.

PORTEFEUILLE D'ACTIVITES DANS LA REGION ASIE

Exposé général du Directeur régional

38. Le Directeur régional pour l'Asie a décrit la situation dans ses grandes lignes ainsi que les interventions du PAM dans une région où la sécurité du personnel était une préoccupation majeure. Au Pakistan, le PAM avait momentanément ralenti ses opérations à la suite d'un attentat à la bombe – mais sans les suspendre – et continuait de faire appel aux ONG pour dispenser son assistance dans toute la mesure du possible. Les donateurs étaient encouragés à annoncer tôt leurs contributions afin d'éviter des ruptures d'approvisionnement début 2010, durant un hiver qui promettait d'être rigoureux. En Afghanistan, le personnel international avait été temporairement déplacé mais la plupart des logements du PAM répondaient déjà aux normes de sécurité maximales. Il faudrait des soutiens financiers pour améliorer la sécurité du personnel tant en Afghanistan qu'au Pakistan; le Directeur exécutif adjoint a rappelé au Conseil que, grâce à l'approbation antérieure des mises à niveau de la sécurité, le PAM avait pu continuer à travailler dans des locaux relativement bien sécurisés.
39. À la suite des inondations survenues aux Philippines, le PAM distribuait des vivres à un million de personnes; à la demande du Gouvernement, il avait lancé des opérations spéciales afin d'établir et de piloter les modules logistique et télécommunications et d'assurer des services de livraison aérienne dans les régions isolées; il avait en outre prolongé son opération d'urgence jusqu'en juin 2010. La République démocratique populaire lao et le Cambodge étaient touchés, mais moins gravement. En Indonésie, après le tremblement de terre, le PAM avait établi et dirigé les modules logistique et télécommunications et distribué aux groupes vulnérables des aliments enrichis produits localement. Le PAM avait constaté que, dans toutes ces situations d'urgence, le fait qu'il ait dirigé les modules logistique et télécommunications avait joué un rôle non négligeable. L'entrepôt du matériel destiné aux interventions humanitaires des Nations Unies devait bientôt ouvrir en Malaisie, dans le cadre des initiatives de planification préalable et d'intervention dans les situations d'urgence.
40. À Sri Lanka, les déplacés commençaient à rentrer chez eux, mais ceux qui étaient encore dans les camps n'avaient aucune liberté de mouvement à l'extérieur. Le PAM dispensait une assistance alimentaire aux rapatriés en attendant qu'ils retrouvent des moyens de subsistance. Au Népal, l'assistance avait contribué à stabiliser la situation après la signature de l'Accord de paix global, mais les fonds manquaient et les rations destinées aux réfugiés bhoutanais avaient été réduites. En République populaire démocratique de Corée, les opérations n'étaient financées qu'à hauteur de 15 pour cent et elles n'atteignaient qu'un peu plus de 10 pour cent des bénéficiaires prévus. Le Gouvernement avait demandé à la FAO et au PAM d'annuler l'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire qu'ils avaient prévue.
41. Le Conseil a félicité le PAM pour son travail en Asie et sa collaboration avec d'autres institutions. Répondant aux préoccupations exprimées par certains membres, le Directeur régional a fait savoir que le PAM et la communauté humanitaire internationale intervenaient auprès du Gouvernement sri-lankais pour l'encourager à ouvrir les camps de



déplacés et lui faire savoir que seules les activités de sauvegarde vitale seraient assurées si les camps restaient fermés. La collaboration internationale était essentielle pour faire face à nombre des problèmes auxquels la région était confrontée.

Rapport succinct de l'évaluation du programme de pays Bangladesh 104100 (2007-2010) (2009/EB.2/8) (pour examen)

Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM en République démocratique populaire lao (2009/EB.2/9) (pour examen)

42. Le Directeur de l'OE a présenté les deux résumés des évaluations. Celle de la République démocratique populaire lao était la première évaluation de portefeuille de pays présentée au Conseil; ce type d'évaluation serait plus fréquent à l'avenir car il permettait de couvrir toute une gamme de questions. Le Directeur du Bureau a constaté que le portefeuille d'activités au Laos correspondait aux priorités du Gouvernement, mais que les choix stratégiques d'activités envisageables avec les ressources disponibles présentaient davantage de difficultés. Le petit bureau de pays du PAM avait fait un remarquable travail analytique, notamment une analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité qui avait été fort utile au Gouvernement pour sa planification. Aller à la rencontre des bénéficiaires isolés dans des endroits éloignés était un exercice coûteux qui posait la question des activités faiblement efficaces. L'évaluation faisait apparaître la nécessité d'analyser plus avant les difficultés du pays, d'utiliser des méthodes plus participatives et de mieux articuler le dispositif de suivi et les processus décisionnels.
43. L'évaluation du Programme de pays Bangladesh était l'une des dernières évaluations d'opérations effectuées par l'OE pour le moment. Il s'agissait d'une évaluation à mi-parcours; certains des résultats évalués concernaient des activités qui avaient achevé un cycle au moment de l'évaluation et pour lesquelles des données pertinentes pouvaient être collectées. Les effets du programme sur les composantes sociales semblaient satisfaisants; ils étaient moins évidents en ce qui concernait les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire. L'affectation préalable de fonds au programme avait créé des goulets d'étranglement. Les recommandations énoncées dans l'évaluation en vue de l'établissement du portefeuille d'activités Bangladesh étaient notamment de définir des objectifs fédérateurs et de miser sur le renforcement des capacités et l'appropriation locale des activités.
44. Le Secrétariat a présenté les propositions spécifiques faites par la direction en réponse aux évaluations. En règle générale, les bureaux de pays avaient été invités à lancer un processus participatif pour établir les stratégies de pays en se fondant sur la situation en matière de sécurité alimentaire. Ce processus aiderait à élargir la focale dans chaque pays, à identifier les priorités qui cadraient avec les initiatives gouvernementales et à s'assurer que les activités du PAM étaient alignées sur le PNUAD.
45. Pour donner suite à ces évaluations, le PAM s'employait avec le Gouvernement laotien à définir l'objectif global de ses activités. Il travaillait avec le Ministère de la santé en vue de trouver des moyens de réduire les forts taux de malnutrition enregistrés dans le pays et collaborerait avec le Gouvernement et d'autres partenaires pour accroître la participation. Un spécialiste du suivi et évaluation (S&E) avait été recruté pour trouver des possibilités d'amélioration dans ce domaine. Au Bangladesh, le PAM explorait de nouvelles méthodes d'amélioration des moyens de subsistance, y compris les allocations en espèces – plutôt que le microcrédit – pour l'achat des facteurs de production propres à aider les femmes les



plus démunies à sortir de la pauvreté. Les composantes du programme commençaient à être intégrées de manière à avoir un impact plus fort au sein des ménages, mais il fallait pour ce faire des ressources supplémentaires. Le PAM avait accueilli avec satisfaction la décision récente du Gouvernement de lancer un programme d'alimentation scolaire et de lui demander pour ce faire de l'aider à renforcer ses capacités.

46. Le Conseil a félicité l'OE pour ses rapports éclairants, ainsi que la direction pour ses réponses aux recommandations. Il a tenu à mentionner le recours à des agents d'évaluation nationaux en République démocratique populaire lao, ainsi que la présentation d'indicateurs de résultats dans l'évaluation du Bangladesh. Il a insisté sur la nécessité d'améliorer le ciblage en République démocratique populaire lao, de même que les rapports sur les résultats. Les membres du Conseil ont demandé des stratégies de transfert et des plans de renforcement des capacités plus clairs. Le Conseil a noté que le PAM apportait un appui et une assistance essentiels et très appréciés aux gouvernements de ces deux pays, qui poursuivaient des objectifs ambitieux.
47. En réponse à ces observations et à d'autres remarques du Conseil, la Directrice exécutive a précisé que les opérations ne seraient certes plus évaluées individuellement par l'OE, mais que les bureaux de pays et le bureau régional feraient des autoévaluations et des évaluations décentralisées de programmes et de projets.
48. Le directeur du bureau de pays en République démocratique populaire lao a ajouté qu'une analyse de la vulnérabilité avait été menée à bien à l'échelon des districts, qu'elle complétait les évaluations faites par le Gouvernement et contribuerait à améliorer le ciblage. Le bureau de pays travaillait en collaboration avec le Ministère de la santé à la conception d'un programme de santé et nutrition maternelles et infantiles (SNMI) et les achats locaux avaient progressé, passant de moins de 10 pour cent du total des achats en 2007 à 70 pour cent en 2008. La République démocratique populaire lao était un pays pilote de l'initiative P4P.
49. Le directeur du bureau de pays au Bangladesh a indiqué que la manière dont le PAM envisageait le transfert des opérations au pays avait été confortée par la propre vision du Gouvernement et par la demande d'assistance que les autorités lui avaient récemment adressée, notamment pour le nouveau programme national d'alimentation scolaire. Le PAM collaborait avec l'UNICEF et le Ministère de la santé afin de renforcer les centres de nutrition communautaires, ainsi qu'avec la Banque mondiale en vue de réorganiser les filets de protection et d'en améliorer le ciblage et la conception. S'agissant des préoccupations du Conseil quant à l'impact de l'alimentation scolaire, le directeur du bureau de pays a fait état d'une augmentation de 14 pour cent de la fréquentation scolaire et d'une réduction de 10 pour cent du taux d'abandon des études depuis 2002 grâce à l'alimentation scolaire du PAM. Le PAM avait besoin de fonds pour assurer le renforcement des capacités demandé par le Gouvernement, et s'employait à élargir la base de donateurs.

Interventions prolongées de secours et de redressement soumises au Conseil d'administration pour approbation – Myanmar 200032 (2009/EB.2/10) (pour approbation)

50. Le Directeur régional a donné un bref aperçu du contexte de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR). Le PAM était bien établi au Myanmar et ses partenariats opérationnels avec ses homologues nationaux étaient essentiels pour cette IPSR, ainsi que pour sa capacité à atteindre les plus vulnérables. Le Myanmar était



globalement autosuffisant sur le plan alimentaire, mais les problèmes d'accès entraînaient des carences nutritionnelles et cinq millions de personnes souffraient d'insécurité alimentaire dans le nord et le nord-est du pays, zone cible de l'intervention. L'augmentation du nombre des bénéficiaires de l'aide du PAM, passé de 1,6 à 2,2 millions, résultait du fait que le Gouvernement autorisait l'accès à une zone plus étendue et à une population plus nombreuse. L'IPSR était indispensable car aucun appui au développement n'était fourni au pays; la communauté internationale commençait à admettre la nécessité d'appuyer l'amélioration des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire, mais le PAM avait besoin des ressources dédiées fournies par des donateurs pour cette intervention.

51. Le Conseil s'est félicité de cette IPSR, qu'il a approuvée en saluant plus particulièrement les efforts déployés pour atteindre les personnes vulnérables dans des zones reculées et cibler les groupes vulnérables. En réponse à certaines questions spécifiques, le Secrétariat a expliqué que les initiatives de renforcement des capacités engagées par le PAM seraient destinées aux ministères avec lesquels il collaborait; le PAM réfléchissait à la manière de procéder et comptait élargir ses partenariats au-delà de son ministère de tutelle actuel (le Ministère de l'avancement des zones frontalières et des races nationales) en vue d'inclure les ministères de l'agriculture, du commerce et autres. La coordination de l'aide présentait de grandes difficultés au Myanmar, car le Gouvernement insistait pour que chaque organisation humanitaire intervienne uniquement auprès de ministères assignés au préalable. Les autorités semblaient toutefois prendre conscience de la valeur de la cohérence et des synergies; les perspectives d'élargissement de la collaboration du PAM avec un nombre accru de ministères, avec d'autres institutions et avec des ONG semblaient prometteuses. Un autre défi à relever concernait la manière d'appuyer les activités Vives pour l'éducation (VPE) dans des zones reculées comptant peu d'écoles; le PAM ne pouvait répondre qu'à 24 pour cent des besoins dans ses zones cibles d'activités VPE. D'autres moyens étaient mobilisés pour livrer des vivres aux plus vulnérables dans ces zones reculées. Les distributions interrompues pour cause de conflit dans certaines zones en septembre étaient en train de reprendre leur cours normal.

PORTEFEUILLE D'ACTIVITES DANS LA REGION AMERIQUE LATINE ET CARAÏBES

Exposé général du Directeur régional

52. Résumant la situation en Amérique latine et aux Caraïbes, le Directeur régional a appelé l'attention sur les 53 millions de personnes qui souffraient de la faim et étaient confrontées à l'insécurité alimentaire en raison surtout des prix des produits alimentaires, qui restaient élevés dans une grande partie de la région. On comptait 1,5 million de pauvres en plus, un million d'emplois avaient été perdus et les envois de fonds de l'étranger – facteur important de sécurité sur le plan social dans la région – avaient chuté de huit pour cent. En 2009, les catastrophes naturelles avaient frappé 10 pour cent de la population de la région tandis que les phénomènes liés à El Niño provoquaient des sécheresses entraînant des pertes de 40 pour cent au moins des récoltes de haricots et de maïs dans certaines zones. Les inondations imputables au cyclone Ida avaient détruit les moyens de subsistance, d'où un accroissement du nombre de personnes nécessitant une aide alimentaire immédiate. Le PAM répondait à ces besoins en partenariat avec un certain nombre d'autres institutions et d'ONG, à travers des initiatives visant surtout à renforcer les filets de protection et à réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition. À plus long terme, les principaux besoins



étaient le renforcement des réseaux de protection sociale et l'amélioration de la nutrition chez les jeunes enfants et des groupes vulnérables comme les populations autochtones. Le PAM travaillait en collaboration avec le PNUD dans sept pays en vue de renforcer les capacités des gouvernements et des institutions publiques. Des programmes étaient envisagés dans l'ensemble de la région, en collaboration avec des partenaires, de manière à répondre aux besoins nutritionnels des jeunes et des écoliers et à fournir un appui technique aux programmes gouvernementaux.

Projets de programmes de pays – Guatemala 200031 (2010–2014)

(2009/EB.2/11) (*pour examen*)

Interventions prolongées de secours et de redressement soumises au Conseil d'administration pour approbation – Haïti 108440 (2009/EB.2/12)

(*pour approbation*)

53. Le programme de pays Guatemala 200031 était conçu pour remédier à la sous-alimentation chronique chez les enfants de moins de trois ans et faciliter la reprise des activités agricoles des exploitants victimes de catastrophes. Il visait aussi à accroître la capacité du Gouvernement à réduire l'insécurité alimentaire et comprenait des éléments ayant trait au VIH et au sida ainsi qu'aux interventions en cas de catastrophe. Le programme de pays était entièrement conforme aux Objectifs stratégiques du PAM et aux politiques du Gouvernement.
54. L'IPSR Haïti 108440 était conçue pour faire face à une situation dans laquelle la flambée des prix de l'alimentation et les catastrophes naturelles avaient détruit les moyens de subsistance et conduit à des troubles civils. Les taux de chômage, d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité restaient très élevés, ce qui faisait obstacle au redressement agricole. Il fallait surtout développer de nouveau le potentiel agricole d'Haïti, notamment en augmentant la quantité de denrées alimentaires produite par les petits exploitants, et encourager la transformation des produits et d'autres programmes à caractère agricole; il fallait également intervenir dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la nutrition pour soutenir la stabilisation et le redressement.
55. Les membres du Conseil ont accueilli avec intérêt les observations du Directeur régional. S'agissant d'Haïti, ils ont salué les efforts déployés pour surmonter la dépendance à l'égard de l'aide alimentaire et favoriser le redressement, et ont appelé l'attention sur les causes profondes de cette situation, à savoir l'effondrement de l'économie rurale, la dégradation de l'environnement et les déséquilibres dans le commerce extérieur. Il fallait impérativement que le Gouvernement puisse investir dans le développement de l'agriculture et des marchés, des infrastructures et de l'élevage: le PAM devait intensifier au maximum sa politique d'achats de produits alimentaires locaux en vue d'atteindre cet objectif. Il fallait sans plus attendre obtenir des financements durables pour appuyer les programmes de filets de protection et de sécurité alimentaire. Les membres du Conseil approuvaient les composantes de l'IPSR concernant l'appui aux petits exploitants et la réduction des risques liés aux catastrophes, y compris le prépositionnement des vivres. Le Conseil a encouragé le PAM à maintenir ses partenariats avec la FAO, le PNUD et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à l'appui du renforcement des capacités. Certains membres du Conseil ont recommandé au Secrétariat d'accorder une plus grande attention au ciblage, à la mesure des résultats et aux mécanismes de transfert, et ont demandé si des programmes d'allocations en espèces et de bons d'alimentation avaient été envisagés.



56. S'agissant du Programme de pays pour le Guatemala, les membres du Conseil ont proposé que des programmes tels que la diversification des semences soient mis en place pour prémunir les paysans contre les mauvaises récoltes et que le PAM étudie les avantages potentiels des interventions fondées sur des allocations en espèces. Certains se sont enquis des nouvelles méthodes de ciblage appliquées dans le cadre du programme de pays. Les membres du Conseil approuvaient en particulier les éléments du programme relatifs au renforcement des capacités et l'alignement sur les priorités du Gouvernement, mais ils recommandaient de prêter davantage attention à la problématique hommes-femmes et de mettre au point des indicateurs communs pour mesurer les effets. La coordination avec d'autres acteurs à tous les niveaux était essentielle dans une situation qui nécessitait une approche intégrée associant interventions en cas de catastrophe, redressement et développement.
57. Le Conseil a admis que le Programme de pays pour le Guatemala et l'IPSR Haïti manquaient de moyens; il a demandé au PAM de classer ses interventions par ordre de priorité afin d'utiliser au mieux les ressources disponibles et de regrouper ses capacités avec celles des autres institutions des Nations Unies.
58. Le Directeur régional a remercié le Conseil de ses observations et de son soutien. Le Directeur du bureau de pays en Haïti a signalé que des travaux étaient en cours en vue de mieux mesurer les effets et les résultats nutritionnels et que le renforcement des capacités dans les ministères progressait, l'objectif étant de favoriser l'appropriation locale des interventions en cas de catastrophe. Les achats locaux avaient la priorité; des projets d'allocations en espèces étaient envisagés et les décisions concernant leurs modalités et leur localisation étaient imminentes. La coordination avec le Gouvernement, les institutions des Nations Unies et les ONG était au cœur de l'action du PAM en Haïti.
59. Le Directeur du bureau de pays au Guatemala a noté que le Gouvernement avait pris en main le programme d'alimentation scolaire et s'occupait des centres communautaires et de la réinstallation des déplacés. Les interventions agricoles avaient pour but de favoriser le développement structurel fondé sur la petite exploitation. Le Gouvernement collaborait avec diverses institutions pour réduire l'insécurité alimentaire, en particulier parmi les enfants, y compris dans des programmes portant sur l'égalité des sexes et la santé. Des programmes d'allocations en espèces et de bons d'alimentation avaient été envisagés au moment de la conception du programme de pays, mais compte tenu des incertitudes entourant leur financement ils avaient peu de chances de se concrétiser.

PORTEFEUILLE D'ACTIVITES DANS LA REGION AFRIQUE DE L'OUEST

Exposé général du Directeur régional

60. Le Directeur régional a exposé dans ses grandes lignes la situation en Afrique de l'Ouest, région qui était menacée par deux nouvelles crises: l'aggravation de l'insécurité alimentaire, résultat des mauvaises récoltes au Sahel où les taux de malnutrition dépassaient déjà les seuils de crise, et l'insécurité qui régnait en Guinée et menaçait également la sécurité dans les pays voisins, Sierra Leone et Libéria. 600 000 personnes avaient perdu leurs biens et leurs équipements collectifs à cause des inondations. L'arrivée tardive des pluies et la baisse de production qui s'était ensuivie au Sahel oriental nécessiteraient probablement des opérations d'urgence dans plusieurs pays; le PAM et ses partenaires procédaient à l'évaluation des récoltes et constataient que certaines étaient



déficitaires. Les pluies irrégulières portaient également préjudice aux éleveurs nomades; au Tchad, 30 pour cent du bétail était perdu, ce qui entraînait une réduction des revenus et des protéines disponibles – notamment moins de lait pour les enfants. L'évolution des modes de transhumance pastorale sollicitait à l'extrême l'environnement et augmentait les risques de conflit. Les problèmes de sécurité en Guinée risquaient d'entraîner des mouvements de population internes et transfrontières susceptibles de provoquer une hausse des prix du riz et une désorganisation des marchés, ce qui nécessiterait là encore des interventions. Les partenariats étaient essentiels pour faire face à ces problèmes et concevoir les solutions à y apporter. Les bureaux de pays collaboraient avec les ministères de l'agriculture et la FAO pour l'initiative REACH; le PAM s'employait aussi à constituer une alliance pour la nutrition et présidait un groupe de travail sur la nutrition et la sécurité alimentaire. Dans toute la région, il oeuvrait avec ses partenaires pour renforcer la capacité de résistance des communautés aux catastrophes naturelles, au moyen de petits réseaux d'irrigation, de ceintures vertes et d'autres interventions.

Rapport succinct de l'évaluation de l'IPSR Côte d'Ivoire 106720 (2009/EB.2/13) (pour examen)

61. Le Directeur de l'OE a présenté le rapport succinct de l'évaluation de l'IPSR Côte d'Ivoire 106720, qui a été jugé intéressant et conforme aux priorités et plans nationaux; les composantes relatives au VIH/sida et à l'alimentation scolaire cadraient particulièrement bien avec les stratégies nationales. Les résultats en matière d'éducation et de nutrition étaient satisfaisants. Le PAM devait maintenant repositionner ses activités et adapter son programme à mesure que la situation en Côte d'Ivoire évoluait, passant de la phase des secours à celle du redressement et développement. D'après l'évaluation, 81 pour cent des bénéficiaires avaient été atteints, mais en raison des prix élevés des produits alimentaires, 50 pour cent seulement des quantités prévues avaient été distribuées. Le PAM devrait désormais axer ses efforts sur un plus petit nombre d'activités mieux définies.
62. Le Conseil s'est déclaré satisfait des activités du PAM en Afrique de l'Ouest et a souscrit aux conclusions et recommandations de l'évaluation de l'IPSR, en particulier celles qui préconisaient de mieux circonscrire et cibler les activités. Les membres du Conseil ont noté qu'il faudrait des fonds supplémentaires pour donner suite aux recommandations.

PORTEFEUILLE D'ACTIVITES DANS LA REGION AFRIQUE AUSTRALE, ORIENTALE ET CENTRALE

Exposé général du Directeur régional

63. Le Directeur du PAM pour la région de l'Afrique australe, orientale et centrale a commencé son exposé général en appelant l'attention du Conseil sur l'aggravation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région. Dans la corne de l'Afrique, la sécheresse et les maladies animales, conjuguées aux effets de la récession mondiale, avaient entraîné un accroissement de 14 pour cent du nombre de personnes sous-alimentées et vulnérables: vingt millions de personnes avaient besoin d'aide. Le PAM s'employait à mobiliser diverses formes d'assistance pour répondre aux besoins immédiats et renforcer les filets de protection. El Niño était à l'origine des inondations qui sévissaient dans certaines régions d'Afrique orientale ainsi que de la sécheresse qui frappait l'Afrique australe, et la nourriture n'était que l'un des multiples besoins pressants.



64. Une bonne récolte au Zimbabwe avait amélioré les disponibilités alimentaires mais le déficit céréalier persistait dans les zones rurales; faute de ressources suffisantes, le PAM avait été contraint de réduire la taille de ses rations. Il conjugait ses efforts avec ceux de la FAO pour augmenter la production vivrière des petits exploitants et faire face à l'épidémie de choléra. En République démocratique du Congo, l'instabilité politique et le conflit avaient fait deux millions de déplacés et 1,5 million de personnes étaient exposées à l'insécurité alimentaire: le PAM et ses partenaires institutionnels s'efforçaient de résoudre ces problèmes de leur mieux. En Éthiopie, en réponse à des demandes antérieures du Conseil, un système amélioré d'établissement de rapports avait été introduit à l'échelon des districts, conjointement avec le Gouvernement. Un nouveau réseau de sécurité alimentaire et un plan d'action pour le renforcement des capacités étaient en chantier, ainsi qu'un nouveau dispositif de suivi qui serait opérationnel début 2010.
65. Dans l'ensemble de la région, les taux très élevés de VIH et de sida continuaient d'exacerber les autres difficultés. Le PAM s'apprêtait à mettre en place des outils nouveaux et novateurs tels que des programmes d'allocations en espèces et de bons d'alimentation et des interventions P4P en vue de développer les achats locaux au profit des petits exploitants, en collaboration avec la FAO et le FIDA, sans oublier d'autres initiatives - achats prévisionnels et prépositionnements afin de réduire les délais de livraison, projets de transformation des denrées alimentaires, possibilités d'échange et d'entreposage des produits pour les petits exploitants, amélioration de l'alimentation scolaire et des autres filets de protection. Les bons résultats obtenus en Éthiopie avec le programme Gestion des ressources environnementales en vue de favoriser la transition vers des moyens de subsistance durables ont été cités en exemple pour montrer que le modèle pouvait être transposé ailleurs à plus grande échelle. Dans toute la région, le PAM consolidait ses contacts avec le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe et d'autres instances. Un groupe régional sur la nutrition avait été constitué afin de mettre au point de nouvelles approches. Le Directeur régional a exprimé sa gratitude pour la générosité des donateurs; la région avait encore besoin d'un financement plus fiable pour pouvoir poursuivre les activités à leur niveau actuel.
66. La délégation éthiopienne a présenté brièvement les initiatives engagées par le Gouvernement éthiopien pour faire face au problème de la faim, en signalant que l'Éthiopie avait atteint, et même dépassé, les objectifs fixés dans la Déclaration de Maputo. Dans le cadre du programme MERET, de vastes étendues de terres avaient été régénérées et reboisées, et les programmes de gestion des eaux et des sols s'avéraient efficaces.
67. Les membres du Conseil ont accueilli favorablement l'exposé du Directeur régional et ont demandé comment les nouvelles approches programmatiques étaient évaluées en termes de bien-fondé et de rapport coût-efficacité. Le Conseil a félicité le bureau régional pour ses partenariats avec d'autres institutions des Nations Unies, les ONG et le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique, et l'a encouragé à les maintenir et à les renforcer. L'amélioration des rapports concernant l'Éthiopie a permis aux donateurs d'augmenter leurs contributions en faveur des activités humanitaires dans la région.
68. Au nom des bureaux de pays, le Directeur régional a remercié le Conseil de son appui. Le travail d'amélioration du S&E et de renforcement de la capacité d'adaptation aux chocs climatiques avançait bien, et il en serait rendu compte régulièrement au Conseil. Les partenariats du PAM étaient essentiels pour ses opérations dans la région et seraient



certainement maintenus et élargis. En réponse à une question posée par un membre du Conseil, le Secrétariat a précisé que de nouveaux outils et produits nutritionnels étaient introduits en vue de favoriser la réalisation des objectifs des différents projets; la recherche de solutions optimales en matière de nutrition se poursuivait.

Rapport succinct de l'évaluation de l'IPSR République démocratique du Congo 106080 (2009/EB.2/14) (pour examen)

69. Le Directeur de l'OE a fait observer que l'IPSR était entièrement conforme aux priorités du Gouvernement et des partenaires: 90 pour cent des activités concernaient les secours d'urgence, le redressement et le développement entrant en ligne de compte s'il y avait lieu. L'IPSR comprenait toute une série d'activités efficaces et avait bien atteint sa cible de populations dans le besoin; elle avait répondu d'une manière satisfaisante aux besoins accrus liés par exemple à l'augmentation du nombre de déplacés. Le PAM avait fait preuve de discernement en choisissant ses dispositifs logistiques et en travaillant avec un petit nombre de partenaires efficaces. Parmi les problèmes à surmonter pour que l'IPSR soit couronnée de succès figuraient le manque de ressources et les ruptures d'approvisionnement qui en résultaient, auxquels s'ajoutait l'insécurité généralisée. Il fallait s'employer à remédier aux défaillances du système de S&E et à décentraliser les pouvoirs au profit des provinces de l'est afin de ne pas gêner le processus décisionnel dans un si vaste pays.
70. Le Conseil s'est déclaré satisfait du document d'évaluation et des réponses de la direction; il applaudissait la focalisation accrue sur les situations d'urgence, les effets de l'opération sur la nutrition et la multiplication des achats locaux. Ses membres ont recommandé l'élaboration dès que possible de plans d'action en vue de poursuivre les opérations. Ils ont demandé comment les changements dans les rations et le ciblage avaient été gérés à mesure que la situation évoluait, passant de l'urgence au redressement. Certains membres se sont enquis de la viabilité de la composante alimentation scolaire de l'IPSR. Les membres du Conseil approuvaient l'utilisation de toute une série d'outils pour faire face à des besoins différents et étaient conscients des difficultés inhérentes au déploiement d'opérations dans des zones très isolées. La nécessité absolue de poursuivre la collaboration avec les partenaires a été soulignée, en particulier dans les situations complexes d'urgence et de redressement. Les membres du Conseil ont invité le PAM à veiller à ce que les organisations locales participent à toutes les activités, afin de renforcer les capacités et l'appropriation sur le terrain et donc la coopération et la viabilité. Plusieurs ont insisté sur la nécessité de défendre les intérêts des femmes et des enfants. Les membres du Conseil se sont déclarés satisfaits de constater que les réponses de la direction portaient sur toutes les recommandations de l'évaluation et préconisaient de donner davantage d'importance au S&E et aux achats locaux pour soutenir les petits exploitants. Le Conseil a demandé à être informé de tout fait nouveau concernant le programme de la République démocratique du Congo (RDC).
71. Le Directeur du bureau de pays en RDC a répondu en remerciant le Gouvernement belge de son appui à l'initiative P4P dans le pays. Le personnel P4P était en place et les activités démarraient; un accord avait été signé avec la FAO, et le premier achat devait être effectué sous peu. Les achats locaux avaient été étendus et le dispositif P4P en améliorerait l'efficacité. La distribution générale de vivres obéissait à des considérations complexes: elle serait utilisée s'il y avait lieu pour les zones où se trouvaient des rapatriés. Le programme d'alimentation scolaire serait passé en revue au moment de planifier les activités pour les années à venir afin de s'assurer qu'il serait viable et pourrait être



transféré. Le renforcement des capacités des partenaires et des organisations locales était une priorité et des initiatives visant à améliorer le S&E étaient déjà en cours. L'insécurité qui régnait dans de nombreuses régions du pays compromettait gravement l'exécution des programmes d'allocations en espèces; le bureau de pays examinait néanmoins avec ses partenaires la pertinence de ces programmes pour certains groupes, par exemple les réfugiés qui rentraient chez eux.

Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM au Malawi (2009/EB.2/15) (pour examen)

72. Le Directeur de l'OE a noté que le portefeuille d'activités au Malawi était bien aligné sur les priorités du Gouvernement et des partenaires. Le PAM était apparu comme un chef de file lors de la crise causée par la sécheresse et il avait prodigué conseils et recommandations de politique générale. Le principal défi consistait à passer de la phase des secours d'urgence à celle du redressement, et le PAM devait faire en sorte de se repositionner pour son nouveau rôle. La baisse des financements, à mesure que la situation d'urgence cédait le pas au redressement, avait entraîné une réduction de l'effectif et des compétences dont on aurait eu besoin pour déterminer comment le programme pouvait être repositionné. Les interventions d'urgence avaient été efficaces, l'acheminement des vivres avait bien fonctionné et les interventions en matière de nutrition et d'alimentation scolaire avaient donné de bons résultats. Il fallait toutefois étudier l'efficacité des activités Vivres-contre-travail et Vivres pour la création d'actifs (VCA).
73. Les membres du Conseil se sont déclarés satisfaits de l'évaluation ainsi que des réponses de la direction ; ils ont demandé si des systèmes d'alerte rapide étaient en place et, dans l'affirmative, quels avaient été leurs effets. La question du maintien d'un niveau de ressources suffisant après une situation d'urgence a été soulevée et les membres du Conseil ont noté que l'écart entre l'idée que se faisaient les donateurs d'une situation donnée et les besoins réels posait une question fondamentale qui appelait un effort de communication efficace. Les membres du Conseil ont recommandé que le PAM et ses partenaires gardent présent à l'esprit le but ultime des opérations au Malawi : des activités de redressement et de développement durables qui pourraient être transférées aux autorités nationales ultérieurement. Ils ont également recommandé qu'il soit prêté attention au renforcement du suivi et évaluation et à la supervision améliorée de la collecte des données. Ils ont aussi appuyé l'idée de rechercher des mécanismes de financement durables.
74. Le Directeur régional a remercié le Conseil pour ses observations, en précisant que le PAM consultait ses partenaires afin d'aligner ses programmes sur le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, le PNUAD et les objectifs de l'initiative Unité d'action des Nations Unies en matière de protection sociale; la remarque valait particulièrement pour l'alimentation scolaire, qui pouvait être associée à un autre type d'assistance éducative. L'UNICEF et le PAM unissaient leurs efforts pour remédier à la malnutrition aiguë chez l'enfant et venir en aide aux patients sous traitement antirétroviral. L'élaboration d'activités P4P et d'initiatives apparentées se poursuivait en collaboration avec la FAO, le FIDA et d'autres partenaires. Le PAM contribuait au renforcement des capacités du Gouvernement en matière de gestion des catastrophes. Son repositionnement interviendrait dans le cadre de l'alignement sur les politiques nationales et il travaillait en étroite collaboration avec le Gouvernement à l'exécution du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique.



Rapport succinct de l'évaluation de l'IPSR République du Congo 103121 (2009/EB.2/16) (pour examen)

75. Le Directeur de l'OE a présenté le rapport succinct de l'évaluation, d'où il ressortait que les activités VCT et le programme d'alimentation scolaire avaient atteint un très faible pourcentage des bénéficiaires visés. Les activités destinées aux personnes vivant avec le VIH/sida avaient donné de meilleurs résultats. Les causes de ce revers étaient les ruptures d'approvisionnement, les problèmes de transport et l'insuffisance du suivi. L'équipe d'évaluation n'avait pas eu accès aux données de résultats et de réalisations, probablement médiocres compte tenu de la piètre performance de l'IPSR.
76. Le Conseil a signalé que les évaluations étaient utiles pour repérer des lacunes et trouver les moyens d'y remédier. Ses membres se sont déclarés satisfaits des réponses de la direction aux recommandations et ont invité le Secrétariat à appliquer ses plans. Ils ont constaté que l'IPSR avait ménagé une certaine souplesse dans les ciblage et que par ailleurs il serait difficile d'apporter à moyen terme des solutions aux ruptures d'approvisionnement répétées. Le Conseil a félicité l'équipe d'évaluation pour le bon travail qu'elle avait accompli dans des conditions difficiles et s'est déclaré particulièrement préoccupé par l'apparent désintérêt du Gouvernement vis à vis des activités de l'IPSR, par le défaut de coordination avec les ministères intéressés et par l'absence de systèmes de S&E dignes de ce nom.
77. Le Directeur régional a confirmé que les recommandations seraient appliquées dans les meilleurs délais. Les conclusions de l'évaluation avaient déjà été portées à l'attention du Gouvernement, lequel avait répondu en versant la première de ce qui deviendrait sa contribution financière annuelle à l'IPSR. Des mécanismes de coordination fonctionnant correctement se mettaient en place dans les ministères, et le Bureau régional ainsi que le Siège du PAM fournissaient au bureau de pays une assistance technique afin d'améliorer sa capacité de suivi et d'établissement de rapports. Les contributions du Gouvernement à l'IPSR auraient probablement un effet d'entraînement sur des donateurs plus nombreux, ce qui permettrait de réduire les ruptures d'approvisionnement à l'avenir. Pour remédier au manque de données, l'équipe d'évaluation s'était adressée à des interlocuteurs sur le terrain, notamment des bénéficiaires, et ses conclusions reposaient sur ce qu'elle avait appris à l'occasion de ces entretiens.

Programmes de pays—Ouganda 108070 (2009–2014) (2009/EB.2/17) (pour approbation)

78. Le Secrétariat a présenté le document en précisant qu'il intégrait les réponses aux observations formulées par le Conseil en juillet 2009 lors d'une consultation informelle.
79. Le Conseil a accueilli ce nouveau document avec intérêt et a constaté qu'il répondait aux questions soulevées par les membres lors de débats antérieurs. Il a insisté sur le fait que le PAM devait réexaminer sa position et ses avantages comparatifs en Ouganda, à mesure que l'économie du pays se développait et progressait; le programme de pays devrait cadrer avec les processus engagés par le Gouvernement et mettre l'accent sur l'assistance technique. Certains membres se sont déclarés préoccupés par l'absence d'appui aux activités d'alimentation scolaire, en particulier de la part des collectivités locales. Le Conseil a salué le dynamique processus engagé dans le pays pour concevoir et réviser le programme et s'est félicité des partenariats solides que le bureau de pays avait établis avec le Gouvernement et ses ministères.



80. La Directrice exécutive a elle aussi remercié le Directeur du bureau d'avoir œuvré pour renforcer l'équipe de pays des Nations Unies, en respectant les souhaits du Gouvernement et en sollicitant le concours d'un éventail élargi de parties prenantes.
81. Répondant aux questions soulevées par le Conseil, le Directeur du bureau de pays a fait savoir que le réseau d'antennes du PAM à travers l'Ouganda constituait une ressource précieuse tant pour le PAM que pour ses partenaires des Nations Unies présents dans les communautés. Le Gouvernement appuyait pleinement le programme de pays; les accords d'action conjointe en cours de négociation avec les ministères de contrepartie définissaient les rôles et les responsabilités de chacun dans la réalisation des objectifs. S'agissant de l'alimentation scolaire, le Gouvernement estimait qu'elle était du ressort des parents et des communautés, et il avait demandé au PAM de leur proposer ses compétences techniques et de les aider par ses conseils à s'acquitter de cette importante responsabilité.
82. Le Conseil a demandé qu'un rapport intérimaire sur le programme de pays lui soit présenté à sa deuxième session ordinaire de 2011.

PORTEFEUILLE D'ACTIVITES DANS LA REGION MOYEN-ORIENT, ASIE CENTRALE ET EUROPE ORIENTALE

Exposé général du Directeur régional

83. Le Directeur régional a décrit dans leurs grandes lignes certaines activités du PAM dans cette région très diverse, composée de pays à revenu intermédiaire qui subissaient le contrecoup de la crise économique mondiale, et de pays très vulnérables et sujets à des conflits, abritant de forts contingents de déplacés, affaiblis par le prix élevé des denrées alimentaires, l'accumulation des catastrophes et une crise mondiale qui sapait les capacités des gouvernements et compromettaient gravement la sécurité alimentaire. Cette diversité était une gageure, mais elle offrait aussi la possibilité de tenter de nouvelles approches. Ainsi, la vaste gamme d'activités lancée par le PAM en collaboration avec d'autres intervenants dans la région comptait une nouvelle initiative en faveur du renforcement des capacités des cadres débutants, grâce à des stages d'une année qui leur permettraient d'acquérir l'expérience nécessaire pour définir les orientations des futures stratégies nationales de sécurité alimentaire et de développement. Toutes les activités du PAM dans la région impliquaient la collaboration avec d'autres institutions des Nations Unies, le Gouvernement et d'autres parties prenantes nationales, ainsi que qu'avec les ONG.
84. Le Yémen était confronté à une situation particulièrement complexe, avec des taux de malnutrition et d'insécurité alimentaire élevés, l'afflux de réfugiés venus de Somalie, et des inondations; la majeure partie de sa population ne pouvait pas couvrir ses dépenses mensuelles de base. L'inégalité entre les hommes et les femmes posait de graves questions. En raison de très grandes difficultés de financement, de nombreux bénéficiaires étaient privés de tout soutien. Le PAM et la communauté humanitaire cherchaient à obtenir un cessez-le-feu pour avoir accès aux civils touchés par le conflit à Saada. Parmi les activités du PAM figuraient un programme pilote de filet de protection pour les populations vulnérables et un programme d'alimentation scolaire de longue durée.
85. À Gaza, le PAM élargissait son programme urbain de bons d'alimentation, premier de ce type au Moyen-Orient. Les programmes d'assistance alimentaire avaient atténué la crise nutritionnelle, mais 60 pour cent de la population était en situation d'insécurité alimentaire



à cause de la pauvreté et d'un faible pouvoir d'achat. Le programme d'alimentation scolaire élargi en place en Cisjordanie reposait entièrement sur des produits locaux, et les aliments enrichis étaient produits sur place avec du personnel local.

86. L'Asie centrale était très gravement touchée par la crise mondiale. Les allocations en espèces et les bons d'alimentation prenaient de plus en plus d'importance dans la région, avec notamment l'utilisation novatrice de bons distribués par téléphone portable pour les réfugiés irakiens qui se trouvaient en République arabe syrienne. Ces bons donnaient aux bénéficiaires des choix supplémentaires pour les produits qu'ils recevaient et représentaient un apport précieux pour les communautés d'accueil, dont les réseaux d'aide étaient souvent très sollicités du fait de la présence des déplacés. Les allocations en espèces et les bons d'alimentation étaient également utilisés en Arménie et en Géorgie et il était question de les introduire en Iraq. Le pain et l'huile étaient enrichis en Égypte et il était prévu de faire de même au Yémen et dans d'autres pays. La participation du PAM au Groupe de travail sur le changement climatique, l'eau et la sécurité alimentaire était primordiale dans une région où les effets du réchauffement et les pénuries d'eau étaient des préoccupations majeures.

Exposé oral sur la visite du Président du Conseil au Tadjikistan et au Kirghizistan (2009/EB.2/23)

87. Le Président a rendu compte de sa visite au Tadjikistan et au Kirghizistan. Il a expliqué que le bon équilibre entre le personnel national et les fonctionnaires internationaux dans les bureaux de pays du PAM, de même que des conditions de sécurité relativement bonnes, avaient permis de travailler efficacement. Le Tadjikistan, qui était le pays le plus pauvre de la région, était très dépendant à l'égard des envois de fonds des travailleurs émigrés et était donc frappé de plein fouet par la crise économique mondiale; la moitié de sa population vivait sous le seuil de pauvreté et un septième était en situation d'insécurité alimentaire. La sécurité alimentaire était la priorité absolue du Gouvernement; le PAM bénéficiait du soutien des autorités au plus haut niveau et notamment de celui du Ministère de l'éducation en ce qui concernait l'alimentation scolaire. L'IPSR en cours au Tadjikistan avait été prolongée jusqu'en juin 2010. Le Gouvernement kirghize considérait que l'appui du PAM – qui avait commencé en 2009 à la suite d'un hiver rigoureux, de deux années de sécheresse et d'invasions de criquets – aiderait le pays à retrouver son autosuffisance habituelle et il s'employait avec le PAM à renforcer le suivi de la sécurité alimentaire.
88. La Directrice exécutive a déclaré que ces déplacements des membres du Conseil jouaient un rôle important en ce sens qu'ils aidaient à comprendre la mission du PAM. Elle a également insisté sur les multiples avantages du système de bons distribués par téléphone portable expérimenté en République arabe syrienne, ajoutant qu'il permettait au PAM de réduire ses coûts et aux bénéficiaires d'économiser du temps et des efforts.
89. Le Conseil a fait l'éloge des activités du PAM dans la région. Le Secrétariat a exprimé sa gratitude aux donateurs pour leur appui et a dit son espoir de voir un nombre croissant de pays de la région apporter leur contribution.
90. À l'initiative du Président, le Conseil a approuvé un projet de décision stipulant que d'autres projets pour le Tadjikistan seraient soumis à son approbation à sa session annuelle de 2010.



PORTEFEUILLE D'ACTIVITES AU SOUDAN

Exposé général du Directeur régional

91. Le Directeur régional pour le Soudan a commencé son exposé de la situation dans le pays en faisant observer que la tenue des élections et du référendum sur le statut du Sud-Soudan était imminente, et que les résultats pourraient avoir une incidence sur les opérations du PAM dans la région. Le Sud-Soudan était la zone la moins développée du monde : le conflit et les désordres avaient produit une "génération perdue" pour l'éducation et le développement. L'insécurité alimentaire touchait 1,5 million de personnes et les taux de mortalité maternelle étaient extrêmement élevés; le pays comptait également d'importantes populations de déplacés nécessitant des aides. Les mauvaises récoltes, le conflit et les prix élevés des produits alimentaires ne faisaient qu'aggraver l'insécurité alimentaire.
92. La situation au Darfour était relativement stable en ce sens que les affrontements armés avaient été moins nombreux en 2009, mais aucun accord de paix n'avait été signé. Les opérations du PAM se poursuivaient malgré l'expulsion des ONG au début de l'année. Dans le sud, les opérations d'urgence représentaient déjà 60 pour cent des interventions du PAM, mais avec la dégradation de la sécurité alimentaire, ce chiffre pourrait passer à 80 pour cent en 2010. Les rapatriés bénéficiaient d'une assistance chaque fois que possible; de nouvelles stratégies de ciblage, le suivi de la sécurité alimentaire et des programmes de filets de protection étaient introduits en vue d'accélérer le redressement et d'assurer l'autosuffisance de 4 millions de personnes. Le PAM établissait des partenariats nouveaux avec des organisations locales et poursuivait son travail en collaboration avec le Gouvernement et les institutions des Nations Unies.
93. L'accès restait très difficile et les largages étaient redevenus nécessaires. Trois cents organisations avaient fait appel au Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies pour transporter 75 000 travailleurs humanitaires et assurer plus de 400 évacuations de sécurité. Les enlèvements de travailleurs humanitaires aggravaient encore les périls d'un environnement opérationnel déjà très dangereux; les institutions des Nations Unies étaient contraintes d'envisager de quitter la région. Il fallait déjà une augmentation budgétaire pour procéder au repositionnement des vivres prévu dans l'opération d'urgence pour le Soudan.
94. Le Conseil a été unanime à exprimer son admiration pour le dévouement, les compétences et le courage du personnel du PAM au Soudan ; il a commenté en termes élogieux la manière dont le PAM avait réagi à l'expulsion des ONG en comblant les lacunes dans les évaluations, le ciblage et le suivi des opérations. Les membres du Conseil ont souscrit à l'idée de se concentrer sur les programmes de secours d'urgence et ont voulu connaître l'usage qui avait été fait des fonds communs des Nations Unies pour l'appui aux opérations.
95. Le Directeur régional a remercié le Conseil de son soutien. Compte tenu de l'ampleur considérable des besoins dans la région des aides commençaient à être mobilisées au Soudan même et auprès de sources extérieures. Les ressources provenant du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) et d'autres fonds communs avaient permis de couvrir 2,2 pour cent des besoins opérationnels pour 2009, mais les variations de change en avaient réduit les avantages effectifs. Les rares routes praticables toute l'année, construites dans une large mesure avec l'appui du PAM, étaient entretenues mais n'étaient pas prolongées.



Dans l'ensemble, la situation des populations vulnérables au Soudan était précaire: tout soutien à la région serait vivement apprécié.

RAPPORTS DE LA DIRECTRICE EXECUTIVE SUR DES QUESTIONS OPERATIONNELLES

Augmentations budgétaires pour des activités de développement et des IPSR approuvées par la Directrice exécutive entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2009 (2009/EB.2/18) (*pour information*)

96. Les deux rapports contenaient une analyse supplémentaire des pouvoirs délégués à la Directrice exécutive, ainsi que l'avaient demandé les membres du Conseil. Dans le premier semestre de 2009, les révisions budgétaires avaient été moins nombreuses et d'un plus faible montant, tant pour les projets de développement que pour les IPSR, par rapport à la même période en 2008. Le Conseil d'administration avait approuvé au moins 75 pour cent des IPSR nouvelles (en termes de montants), depuis la dernière révision des pouvoirs délégués intervenue en 2004.
97. Le Conseil a accueilli ces rapports avec intérêt, mais a demandé des explications sur certaines des raisons avancées au sujet des augmentations ainsi que des éclaircissements sur les évolutions tendanciennes et la situation générale.
98. Le Secrétariat a rappelé au Conseil que les opérations d'urgence étaient approuvées par la Directrice exécutive, et conjointement avec le Directeur général de la FAO pour les opérations d'un montant élevé. Pour ce qui était des activités de développement, les augmentations budgétaires avaient pour objet d'absorber les dons en faveur des projets, ce qui s'expliquait par la budgétisation initiale prudente de certains projets dont le financement était incertain. Les augmentations des budgets des IPSR étaient dues à divers facteurs, notamment le recours aux transferts d'espèces lorsqu'ils pouvaient répondre aux besoins d'une manière plus efficace que les transferts de produits alimentaires, la modification des articles de l'assortiment alimentaire, l'évolution des coûts opérationnels locaux, l'accroissement des besoins et le report des dates de clôture pour aligner les projets sur les activités des partenaires.

QUESTIONS D'ORGANISATION ET DE PROCEDURE

Programme de travail du Conseil d'administration pour l'exercice biennal 2010-2011 (2009/EB.2/19) (*pour approbation*)

99. Le Secrétariat a présenté le programme de travail du Conseil d'administration pour l'exercice biennal 2010-2011, auquel des modifications pouvaient être apportées dès lors qu'elles auraient été examinées par le Bureau et le Secrétariat. Le Conseil avait demandé que les questions soient inscrites au programme de travail d'une manière plus stratégique et systématique; les délibérations en cours au Bureau auraient ultérieurement des incidences sur le contenu du présent document.
100. Le Conseil s'est déclaré satisfait de la vue d'ensemble qui lui avait été présentée et a formulé des propositions pour l'avenir; il a souhaité notamment un débat qui permettrait de préciser le cycle d'examen de la politique générale et la classification des documents. Il a



demandé qu'un document d'information définissant une stratégie d'amélioration de la nutrition lui soit soumis, que les évaluations soient plus thématiques et qu'une analyse de l'initiative Unité d'action des Nations Unies figure dans le document à venir sur le rôle du PAM dans le système d'aide humanitaire. Il a également été proposé que le Conseil ait accès aux stratégies de pays introduites par le PAM, ce qui l'aiderait à situer les opérations, les programmes et les projets dans leur contexte national.

Grands axes de la collaboration entre les institutions ayant leur siège à Rome (2009/EB.2/20) (pour examen)

101. Le Secrétariat a présenté le document, établi conjointement par la FAO, le FIDA et le PAM dans un esprit de collaboration renouvelée entre les institutions ayant leur siège à Rome. Il a plus particulièrement évoqué la réunion historique des trois institutions le 4 novembre 2009, marquée par une réflexion approfondie sur les moyens de renforcer la collaboration; une lettre commune allait être publiée pour informer les équipes de pays des résultats de cette rencontre. La coopération entre les trois administrations était devenue effective dans onze domaines : achats, finances, technologies de l'information, ressources humaines, voyages, services de conférence, protocole, privilèges et immunités, neutralité climatique, services de bibliothèque et sécurité à Rome. Il était prévu dans les plans futurs de promouvoir une approche plus systématique de la collaboration, de renforcer l'entraide dans le domaine de l'alerte rapide et de définir des programmes pilotes conjoints.
102. Le Directeur général adjoint de la FAO chargé du Bureau de la coordination à l'échelle de l'ONU et du suivi des objectifs du Millénaire pour le développement a décrit les raisons d'être de la collaboration entre les trois institutions, notamment des mandats similaires, la proximité à Rome, la nécessité d'éviter les doubles emplois et les chevauchements. Les priorités pour le proche avenir étaient les suivantes: contribution au Cadre d'action global sous la direction de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition; dossier du changement climatique et de l'agriculture; articulation entre les plans de développement et les programmes de sécurité alimentaire nationaux; renforcement du module sécurité alimentaire; activités de transition et de transfert; activités de plaidoyer; initiatives en faveur de la réalisation de l'OMD 1 et son objectif de réduction de la faim d'ici 2015.
103. Le Secrétaire du FIDA a fait le point de la collaboration administrative entre les institutions, en signalant notamment la création d'un comité chargé de réfléchir aux moyens de la renforcer. Les achats groupés de biens et de services s'étaient traduits par des économies et des effets de levier avantageux. Un service d'achat commun aux trois institutions serait créé à titre expérimental pour une durée d'un an à compter de janvier 2010.
104. La Directrice exécutive du PAM a ajouté que le renforcement de la collaboration supposait également des contacts plus réguliers entre les chefs de secrétariat des trois institutions, l'organisation de missions conjointes sur le terrain et une représentation mutuelle aux conférences de haut niveau.
105. Le Conseil a salué ces progrès, qu'il a qualifiés de prometteurs. Ses membres se sont félicités des initiatives déjà prises par le PAM, mais attendaient beaucoup de la collaboration entre les institutions et souhaitaient être tenus informés de la suite des événements tout au long de l'année. Les orientations présentées dans le document étaient applicables et réalisables, dans la mesure notamment où il était souligné que la collaboration était souhaitable s'il y avait lieu, mais qu'elle ne devait pas être une fin en



soi. Certains membres ont signalé que des activités importantes risquaient d'être abandonnées au nom de l'efficacité; les pays devaient être l'élément moteur de la collaboration, qui devrait reposer sur les besoins propres des parties concernées et sur les avantages comparatifs de chacune des trois institutions.

106. Les membres du Conseil ont insisté sur la nécessité de s'assurer que les économies réalisées sur les dépenses administratives profitaient aux pays en développement et sur le fait que la collaboration ne devait pas se limiter aux questions administratives mais s'étendre également à la programmation, aux plans pays et aux activités conjointes. Les trois institutions pouvaient également élargir leurs activités communes en y associant les gouvernements, les acteurs non étatiques au niveau national, d'autres institutions des Nations Unies et d'autres parties prenantes. La collaboration était déjà un élément essentiel de l'initiative P4P et des programmes d'allocations en espèces et de bons d'alimentation; elle ouvrait d'immenses possibilités en matière d'achats locaux, de filets de protection, d'aide humanitaire, de transition entre secours et développement, de formation agricole et d'alimentation scolaire.
107. Le Conseil s'est déclaré résolument favorable à la relance du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, qui offrait la possibilité de renforcer la gouvernance mondiale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, ainsi qu'à la collaboration plus étroite instaurée à Rome grâce au nouveau secrétariat conjoint. Il a décidé de modifier le projet de décision afin de faire mention du Comité réorganisé et d'encourager la participation active du PAM et du FIDA, conformément au principe de collaboration renforcée entre les institutions ayant leur siège à Rome.
108. Le Secrétariat s'est engagé à tenir le Conseil informé tout au long de l'année à venir des divers aspects de la collaboration. Les plans d'action en cours d'élaboration définiraient le rôle et les responsabilités de chaque institution et fixeraient les calendriers de mise en œuvre et les indicateurs de mesure des résultats. Les rôles respectifs des institutions dans les activités relatives au changement climatique y seraient précisés, ainsi que demandé par plusieurs membres du Conseil.

Prolongation du Plan stratégique du PAM – Amendement à l'article VI.1 du Règlement général (2009/EB.2/21) (pour approbation)

109. Afin de mettre en application les dispositions de la résolution 63/232 de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil a adopté, sans délibérations, l'amendement à l'Article VI.1 du Règlement général du PAM.

QUESTIONS DIVERSES

Allocation de Mme Helen Clark, Administration du Programme des Nations Unies pour le développement

110. La Directrice exécutive a présenté Mme Helen Clark qui, en sa qualité d'Administrateur du PNUD, figurait au troisième rang dans la hiérarchie des fonctionnaires de l'ONU. Elle lui a offert ses condoléances pour la perte récente de deux membres du personnel du PNUD tués en Afghanistan. Le PNUD arrivait en quatrième place parmi les principaux partenaires du PAM dans le système des Nations Unies; les deux institutions travaillaient



ensemble dans 43 pays sur une série de dossiers et cherchaient maintenant de nouvelles possibilités de collaboration.

111. Mme Clark a commencé son allocution en présentant ses condoléances pour les membres du personnel du PAM tués au Pakistan. Le PAM était un partenaire important du PNUD et de l'ensemble du système humanitaire des Nations Unies; le PNUD et le PAM devaient impérativement maintenir à l'échelle mondiale une présence aussi large que possible afin de faciliter la montée en puissance des opérations en cas d'urgences imprévues. Les effets préjudiciables de la récession économique mondiale sur la réalisation des OMD étaient une grave source de préoccupation, car le nombre de personnes sous-alimentées augmentait un peu partout dans le monde. Il était essentiel de développer l'agriculture et de veiller à ce que les engagements en matière de sécurité alimentaire se concrétisent. Mme Clark a encouragé la collaboration en vue de renforcer les capacités et les institutions et de remédier aux causes de l'insécurité alimentaire.
112. La programmation conjointe des activités des institutions des Nations Unies était déjà une réalité dans de nombreux pays et il était fondamental de renforcer la coordination et d'éviter les doubles emplois. Les pays en développement se tournaient de plus en plus vers les équipes de pays des Nations Unies pour avoir des conseils d'ordre stratégique et renforcer leurs capacités. Le PAM et le PNUD pourraient pousser plus loin leur collaboration pour préparer le terrain du redressement rapide après les crises, prodiguer des conseils aux gouvernements sur les options possibles en matière de protection sociale et aider un nombre accru de petits exploitants à participer à l'initiative P4P du PAM. Les institutions des Nations Unies souhaitaient unir leurs efforts et cette volonté devait se traduire par des mesures concrètes sur le terrain afin d'accélérer la cadence vers la réalisation des OMD. Mme Clark a préconisé d'apporter un soutien aux coordonnateurs résidents, qui étaient soumis à un processus de sélection rigoureux et accomplissaient une mission complexe au plus près du terrain.
113. Le Conseil a remercié Mme Clark de sa visite; il a indiqué que le système des Nations Unies dans son ensemble devait effectivement trouver de nouveaux moyens d'épouser l'évolution des économies et les sociétés. Il devait appuyer les initiatives des gouvernements par ses conseils d'ordre stratégique et politique et disposer pour ce faire d'un personnel moins nombreux peut-être mais beaucoup plus qualifié. Les problèmes de sécurité étaient de plus en plus préoccupants pour la communauté humanitaire, en particulier le PNUD et le PAM; le Conseil a estimé que les pays devaient être encouragés à inscrire dans leur législation nationale des dispositions sur la protection des travailleurs humanitaires.
114. La Directrice exécutive a remercié Mme Clark et a annoncé qu'une cérémonie à la mémoire des membres du personnel des Nations Unies tombés dans l'accomplissement de leur mission aurait lieu la semaine suivante au Siège du PAM. Elle a rappelé l'importance du soutien aux coordonnateurs résidents chargés de représenter l'ensemble du système des Nations Unies et a invité les pays à montrer la voie à suivre en veillant à ce que les travailleurs humanitaires soient protégés.

Révision des honoraires du Commissaire aux comptes pour l'exercice biennal 2008-2009

115. La décision concernant les honoraires du Commissaire aux comptes (WFP/EB.2/2009/13) a été reportée à la première session ordinaire de 2010.



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

| | |
|-------|--|
| AAP | Budget administratif et d'appui aux programmes |
| CCQAB | Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires |
| CERF | Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires |
| DSRP | Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté |
| FAO | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture |
| HCR | Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés |
| IPSAS | Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS) |
| IPSR | intervention prolongée de secours et de redressement |
| OE | Bureau de l'évaluation du PAM |
| OMD | Objectif du Millénaire pour le développement |
| OMS | Organisation mondiale de la santé |
| ONG | organisation non gouvernementale |
| OSD | Division des services de contrôle |
| OSDA | Bureau de la vérification interne des comptes |
| P4P | Initiative "Achats au service du progrès" |
| PNUAD | Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le développement |
| S&E | suivi et évaluation |
| SNMI | santé et nutrition maternelles et infantiles |
| UNRWA | Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient |
| VCA | Vivres pour la création d'actifs |
| VPT | Vivres-contre-travail |
| WINGS | Système mondial et réseau d'information du PAM |